

2014-11-05

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Politique budgétaire et PTF dans l'OCDE: Identification des effets directs et indirects

par Gerdie Everaert, Freddy Heylen et Ruben Schoonackers

NBB Working Paper No 274 - Research Series

La présente étude analyse l'incidence de la politique budgétaire sur la productivité totale des facteurs (PTF) et sur la production par habitant dans un panel de 15 États membres de l'OCDE entre 1970 et 2012 en s'appuyant sur une fonction de production agrégée.

La littérature relative à la croissance économique présente un défaut majeur en ce sens qu'elle néglige largement la PTF. Omettre la PTF conduit à des estimations incohérentes si celle-ci est corrélée aux variables explicatives observées, voire à un problème de régression fallacieuse si elle est non stationnaire. Les travaux empiriques existants sur la politique budgétaire et l'activité économique recourent généralement à des approximations ad hoc pour la technologie (par exemple une tendance temporelle commune et des effets fixes de pays). Pour remédier au problème d'omission de variables, la présente étude propose une solution alternative, potentiellement prometteuse, laquelle consiste à exploiter la corrélation en coupe transversale observée dans les données utilisées afin d'identifier la PTF. L'étude examine ensuite la variation dans le temps de l'accès d'un pays au stock mondial de technologies. Ce faisant, les auteurs ont pu identifier non seulement des effets directs, mais aussi des effets indirects que la politique budgétaire exerce sur la PTF au travers de son incidence sur la capacité du pays à absorber ces technologies.

Les auteurs mettent en place un « CCEP estimator » non linéaire afin d'appréhender ces effets indirects. Ils examinent par ailleurs la co-intégration en s'appuyant sur l'analyse de type PANIC (Panel Analysis of Non-stationarity in Idiosyncratic and Common Components). Les propriétés de l'échantillon restreint de l'estimation proposée par les auteurs et la méthode de co-intégration sont analysées à l'aide d'une simulation Monte-Carlo à petite échelle adaptée à leur spécification empirique ainsi qu'aux données dont ils disposent.

Leurs résultats mettent en évidence le rôle essentiel de la politique budgétaire sur l'évolution de la PTF. Les auteurs apportent des preuves solides quant aux effets tant directs qu'indirects, ces derniers se manifestant par l'accès d'un pays au stock mondial de technologies et de connaissances. Plusieurs implications politiques se dégagent. La première porte sur l'importance de politiques budgétaires saines, c'est-à-dire un budget en équilibre (voire excédentaire) à long terme. Les dépenses doivent être financées par les recettes publiques. La seule exception concerne les dépenses productives financées par le déficit (telles que les investissements publics, les dépenses d'enseignement et de R&D). Conformément aux éléments de preuve dont ils disposent, celles-ci contribuent au capital public et augmentent, par conséquent, la productivité du capital privé et de la main-d'œuvre, sans pénaliser la PTF.

La deuxième implication tient au fait que les responsables politiques devraient suivre de près non seulement le niveau des dépenses publiques et des taxes, mais aussi leur structure. Les résultats de l'étude vont dans le sens d'une restructuration des dépenses des transferts sociaux et de la consommation publique vers les dépenses productives, de même que d'un glissement des impôts sur le revenu et sur les sociétés vers les taxes à la consommation. Les éléments en faveur d'une réduction des impôts sur les sociétés concernent principalement la possibilité d'accroître la capacité d'un pays à absorber les technologies mondiales. En rapport avec ce qui précède, une dernière implication politique incontestable que l'étude soulève tient à l'importance de promouvoir l'ouverture au commerce mondial.